

En 2016 comme en 2015, faudra-t-il choisir entre les emplois ou le chauffage ?

Ce vendredi 16 octobre, les mobilisations initiées par l'intersyndicale et « Sciences en Marche » ont bénéficié d'une large couverture médiatique. La manifestation parisienne a réuni 4000 étudiants et personnels entre Jussieu et Bercy. Le Snesup-FSU et la délégation de l'intersyndicale ont ensuite été reçus par François Adam, directeur du cabinet du secrétaire d'État en charge du budget, Christian Eckert, et par Jean-Baptiste Prévost, le conseiller social du secrétaire d'État Thierry Mandon et de la ministre Najat Vallaud Belkacem. Après avoir écouté les revendications de la délégation, leur seule réponse a été de rappeler le non prélèvement de 100 M€ dans les fonds de roulement des opérateurs et l'arbitrage budgétaire pour une augmentation de 65 M€ du budget de l'ESR – montant qui correspond à la potentielle création de 1000 postes et qui se substitue à la fin de l'opération de désamiantage de Jussieu. **Le budget global reste donc identique à celui de 2015**, engendrant une baisse de 2,5% de la part de l'ESR dans le PIB du pays (-641 M€)¹. Le conseiller du secrétaire d'État au budget renvoie à l'initiative des parlementaires la possibilité d'affecter d'autres financements lors des débats à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

Pour faire face à l'augmentation des effectifs et au sous-encadrement, résorber la précarité, redonner des financements pérennes pour la recherche, augmenter les bourses des étudiants, les contrats doctoraux, et nos salaires, **c'est un budget en progression de 3,5 Md€ qu'il nous faut obtenir.**

Face à cette fin de non-recevoir, c'est vers les parlementaires qu'il nous faut maintenant nous retourner, tout en maintenant notre pression sur le ministère des finances et le MENESR. « Mobilisons-nous pour **#occupyBercy** », c'est ce que demandera le SNESUP-FSU lors de la prochaine réunion de l'intersyndicale.

Sans une augmentation du budget 2016 d'1 Md€ par rapport à celui de 2015, les mesures d'austérité déjà mises en œuvre dans nos établissements vont encore s'amplifier.

Ce montant permettrait :

- ✓ d'accueillir les 45000 étudiants supplémentaires de 2015 avec un montant moyen de 13000 €/étudiant, soit 585 M€ ;
- ✓ de compenser les 15 M€ d'inflation sur le budget de fonctionnement ;
- ✓ de faire face aux 130 M€ d'augmentation des factures de logistique immobilière (chauffage) ;
- ✓ de payer les 70 M€ de GVT (chiffre 2015) ;
- ✓ de financer les 50 M€ de nouvelles bourses et les 20 M€ de compensation des frais d'inscription des étudiants boursiers ;
- ✓ de provisionner les 65 M€ de la réserve de précaution (qui est systématiquement récupérée en cours d'année par Bercy pour financer les priorités du gouvernement).
- ✓ d'affecter aux établissements les plus sous-dotés leur part de la masse salariale des mille postes « Fioraso » (65 M€)

Mais cela ne permettra pas :

- ✗ de créer 4000 emplois supplémentaires par an pour résorber en 6 ans le sous-encadrement accumulé depuis 30 ans et estimé à 30 000 postes (260 M€) ;
- ✗ de titulariser les 66 660 agents contractuels, enseignants, BIATSS ou chercheurs (80 M€/an pendant 10 ans) ;
- ✗ de financer les augmentations salariales des fonctionnaires (+2000 € par agent par an pendant 10 ans = 500 M/an pendant 10 ans) ;
- ✗ d'offrir les 50 000 bourses échelon 7 qui permettraient d'atteindre 500 000 boursiers en 10 ans (250 M€/an pendant 10 ans) pour réussir la démocratisation de l'enseignement supérieur ;
- ✗ de proposer 5000 contrats doctoraux par an afin de former les chercheurs et les enseignants-chercheurs que nous aurons besoin de recruter (150 M€/an pendant 10 ans) ;
- ✗ de résorber les sous-dotations des établissements (150 M€) ;
- ✗ d'augmenter les crédits des laboratoires et des organismes (+110 M€) ;
- ✗ de réhabiliter le patrimoine immobilier de l'ESR (10 Md€ à raison de 1 Md€/an pendant 10 ans).

Pour atteindre les 3 % du PIB préconisés par le rapport de la Stratégie nationale pour l'enseignement supérieur (StrANES) et l'Union européenne, le budget de la MIREs doit passer de 25 à 60 Md€ en 10 ans, soit 3,5 Md€/an.

Nos demandes sont légitimes. Elles visent à augmenter le niveau de qualification de notre jeunesse et construire de nouvelles connaissances pour faire face aux défis écologiques, sociaux, culturels et économiques du XXI^e siècle. Mais face à ce gouvernement, seule une mobilisation importante de la communauté universitaire pourra arracher les financements nécessaires à la réalisation de ces objectifs !

¹ : selon les prévisions de croissance et d'inflation du gouvernement pour 2016

<http://www.alterecoplus.fr/infographies/les-vraies-baisses-des-depenses-du-budget-2016-201510131159-00002301.html>